In *Economies et Sociétés*, Relations économiques internationales,
Série P. n° 33, 1/1996, p. 169-203

La dévaluation du franc CFA au Cameroun

Bilan et perspectives

Denis Cogneau, Javier Herrera, François Roubaud*

Chercheurs ORSTOM
GIS DIAL
Paris

Cet article propose une évaluation des conséquences à court et moyen terme de la dévaluation du franc CFA au Cameroun et effectue une comparaison entre la nouvelle politique d'ajustement «monétaire» et la politique d'ajustement «réel» appliquée jusqu'alors. La première partie dresse un bilan factuel des évolutions concernant trois domaines clés : les prix à la consommation, le commerce extérieur, l'emploi et les revenus des ménages urbains à partir de données statistiques de première main, traitées spécialement pour l'étude de cette question. Dans la seconde partie sont présentés les résultats des simulations dynamiques à moyen terme d'un modèle d'équilibre général micro-macro appliqué au Cameroun.

In this article we propose a short and medium term evaluation of the consequences of the CFA franc devaluation in Cameroun and we compare the new "monetary" adjustement policy to the "real" adjustment carried out until then. In the first section a factual appraisal is done concerning three areas that are key to the success of the CFA franc devaluation : consumer prices, foreign trade, employment and urban household income by employing first hand data specially processed for this purpose. In

* Les auteurs tiennent à remercier Jean-Christophe Dumont, Blaise Leenhardt, Jacques Loup et Jean-Pierre Nguenang pour leurs remarques sur une version antérieure de cet article, ainsi que les lecteurs anonymes de la revue. Ils restent responsables des erreurs qui subsistent.

the second part, results obtained from dynamic simulations carried out with a micro-macro general equilibrium model applied to Cameroun are presented.

INTRODUCTION

En 1994, le Cameroun entrait dans sa huitième année de crise économique. Le contre-choc pétrolier de 1986 mais surtout le tarissement progressif des gisements à partir de 1990, enfin la chute des prix des autres matières premières exportées ont été les principaux déclencheurs de la récession. La contraction considérable des recettes publiques (divisées par deux en valeur nominale en dix ans) a contraint le gouvernement à un ajustement drastique de l'investissement (division par cinq), de la consommation publique, puis, une fois ces possibilités épuisées, à des baisses de salaires sans équivalent dans les autres pays de la zone franc.

La chute de la demande intérieure a entraîné un début de désindustrialisation, l'explosion du chômage urbain et une informalisation rapide de l'économie. La pression de la concurrence asiatique et/ou nigériane s'est ajoutée à la déflation, et s'est traduite en pertes de parts de marché extérieures et intérieures. Les pays concurrents du Cameroun ont fortement déprécié leur monnaie, contribuant à l'appréciation du taux de change réel (+33% de 1985 à 1990 selon le FMI [1]). Malgré les efforts d'ajustement réel, la compétitivité globale de l'économie apparaissait comme fortement dégradée et seul un ajustement monétaire permettait de corriger une telle différence de niveau de prix. En doublant la valeur en monnaie nationale des exportations pétrolières (qui représentaient encore 20% des recettes budgétaires), et en accroissant les recettes fiscales indirectes, la dévaluation devait également permettre un rétablissement moins douloureux du déficit primaire de l'Etat. Tels étaient les deux arguments principaux de la dévaluation, pour le cas du Cameroun. Restait le problème de la dette, dont la valeur en monnaie nationale doublerait également, et à laquelle, en toute hypothèse, il faudrait réserver un traitement particulier. Mais toutes les mesures de rééchelonnement furent subordonnées, par le FMI et la Banque mondiale, à la décision de dévaluer.

La première partie commente l'évolution conjoncturelle du Cameroun pendant l'année 1994, dans les domaines qui apparaissent les plus déterminants pour la réussite de la dévaluation : les prix, le commerce extérieur, le marché du travail et les revenus. La seconde partie consiste

[1] Mesuré en «double pondération». *Cf.* Le Dem J., «Un commentaire critique», *Economie internationale*, n° 58, 2e trim. 1994.

en un exercice de modélisation macro-économique destiné à évaluer les conséquences de la dévaluation sur l'économie camerounaise.

I. – LE CAMEROUN EN 1994, APRÈS LA DÉVALUATION DU FRANC CFA

L'état actuel de l'économie camerounaise est la résultante de nombreux chocs (politique salariale et fiscale de l'Etat, évolution des prix mondiaux, mesures d'accompagnement), dont la dévaluation n'est qu'un élément parmi d'autres. Il appartiendra au modèle macro-économique présenté dans la seconde partie de faire la part de ces différents effets.

Compte tenu des données disponibles, nous examinerons trois thèmes principaux, se situant au centre des mécanismes d'ajustement monétaire consécutifs à la dévaluation. En premier lieu, nous nous pencherons sur les statistiques de prix, élément primordial de tout bilan d'une modification de parité. En second lieu, nous analyserons les données du commerce extérieur, dont la dévaluation est censée rétablir l'équilibre. Enfin, nous commenterons la dynamique du marché du travail et l'évolution des conditions de vie des ménages.

1.A. Les objectifs de la dévaluation du franc CFA ont-ils été atteints en matière des prix à la consommation?

Les institutions de Bretton Woods, dans le diagnostic qui les a conduites à prôner la dévaluation du franc CFA, ont mis l'accent sur la perte de compétitivité résultant de la forte surévaluation du franc CFA. La relance de production devrait passer par une amélioration de la compétitivité, accompagnée d'une amélioration des incitations à produire des biens échangeables. *La situation idéale serait donc une hausse modérée du niveau général des prix avec une forte variation des prix relatifs en faveur des biens échangeables.*

Comment évaluer les performances de prix après la dévaluation?

La prise en compte des effets propres, directs et induits, de la dévaluation suppose une approche macro-économique modélisée impliquant la formulation d'hypothèses concernant le comportement des agents. L'évaluation de la performance observée des prix à la suite de la dévaluation doit se faire en tenant compte de l'impact *potentiel* de la dévaluation sur les prix. Un même choc macro-économique aura des effets très différents aussi bien sur le niveau des hausses de prix que sur la distorsion des prix relatifs selon les caractéristiques structurelles de

l'économie (notamment la part des importations dans la consommation des ménages et dans la consommation intermédiaire de l'industrie) et selon les hypothèses concernant le comportement des agents (leur capacité à indexer leur revenu, les élasticités de substitution, les élasticités de l'offre d'exportations et de la demande des importations, etc.). Cet exercice ayant déjà été effectué ailleurs [2], dans ce qui suit on se limitera à dresser un bilan du comportement des prix un an après la dévaluation à partir d'une systématisation de l'information disponible.

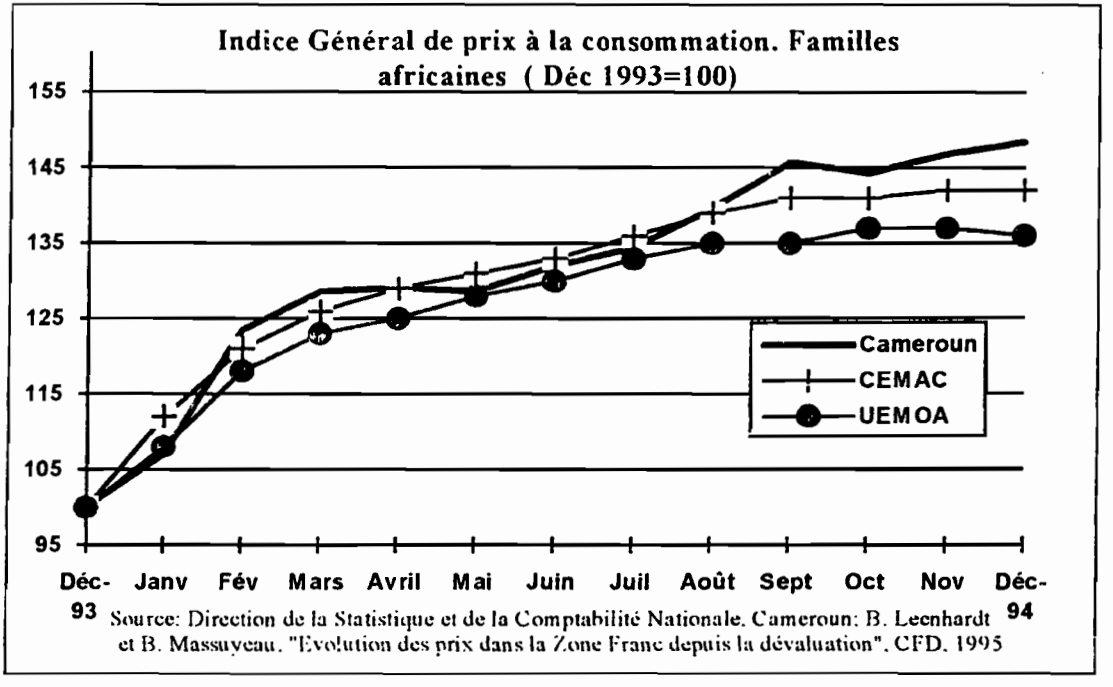
Une dépréciation réelle significative mais menacée

Compte tenu de la hausse du niveau général des prix à la consommation à Yaoundé, un an après la dévaluation du franc CFA on peut considérer que le bilan en matière de dépréciation réelle du taux de change est globalement satisfaisant. En effet, la hausse des prix cumulée à Yaoundé de décembre 1993 à décembre 1994 atteint 48,4% tandis que la hausse moyenne annuelle de 1994, par rapport à 1993, est de 34%. Cela signifie que la dépréciation du taux de change réel (F CFA/FF) aura été de 33%. La performance du Cameroun peut être considérée satisfaisante en comparaison du contexte africain hors zone franc. En effet, au Nigeria, la très forte dévaluation du naira de 80% entre 1985 et 1988 avait été totalement contrecarrée par la hausse de prix dans la même période (82%).

La hausse des prix au Cameroun a été légèrement supérieure à la hausse moyenne de l'ensemble de la zone franc, qui se situe autour de 42% (voir graphique ci-contre). Une différenciation très nette apparaît entre les deux zones d'émission : d'une part, les pays d'Afrique centrale de la CEMAC ont connu une hausse de prix cumulée supérieure à celle des pays de l'UEMOA (Afrique de l'Ouest); d'autre part, le rythme de croissance des prix en zone CEMAC ne semble pas encore totalement contrôlé. Les divergences dans le comportement des prix des deux zones d'émission renvoient aux performances très éloignées de la Côte-d'Ivoire et du Cameroun (33% et 48% de hausse des prix respectivement), qui représentent chacun environ 50% du PIB de chaque zone. Il convient donc d'établir une typologie à partir des performances individuelles de prix de chacun des pays de la zone franc.

---

[2] Voir les résultats de simulation obtenus par D. Cogneau et F. Roubaud (1993) à partir d'un modèle d'équilibre général calculable. Les résultats de la variante «intermédiaire» du modèle, à savoir l'indexation complète des marges des producteurs et partielle (50%) dans le cas des revenus du travail, s'approchent plus de la réalité observée que ceux obtenus sous l'hypothèse «pessimiste» d'indexation. C'est donc sur cette toile de fond que les hausses de prix observées devraient être évaluées.



Source: Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Cameroun; B. Leenhardt et B. Massuyeau. "Evolution des prix dans la Zone Franc depuis la dévaluation". CFD. 1995

GRAPHIQUE 1

Bien que les contours d'une telle typologie ne se dessinent pas clairement, les pays ayant eu les plus fortes hausses de prix semblent se caractériser par le fait qu'il s'agit de petits pays, sans véritable base industrielle de substitution d'importations et/ou fortement impliqués dans les échanges commerciaux informels avec le Nigeria. Ces pays ont connu de fortes hausses des prix des importations (de 45% à 60%), qui ont pesé sur l'évolution de l'indice général. Dans le cas des pays voisins du Nigeria, les flux d'échanges ont servi de courroie de transmission de la forte inflation au Nigeria (en particulier au second semestre 1994). Le Nigeria jouerait ainsi un rôle déstabilisateur sur les prix de la zone [3]. En revanche, les pays où la hausse des prix a été modérée sont ceux où les gouvernements ont poursuivi les mesures d'ajustement réel et ont mis en place des politiques d'accompagnement telles que la baisse des tarifs, le contrôle des prix ou le gel des tarifs publics.

Si l'on juge l'évolution des prix par rapport à l'expérience historique la plus récente, on ne peut pas affirmer que les pays de la zone franc manifestent une grande inertie en matière de prix. La plupart des pays de la zone traversaient une période de désinflation sinon de déflation lorsque survint le choc de la dévaluation. Malgré le faible pouvoir d'achat des ménages, l'accélération des prix a été formidable. Ainsi, au Cameroun, entre décembre 1989 et 1993, période de très forte contraction des revenus des ménages, on observe une décroissance moyenne annuelle de 1% de l'indice de prix à Yaoundé à comparer avec le taux – positif – de 8% observé entre 1983/84 et 1988/89. L'ampleur des hausses de prix observées actuellement est un phénomène sans précédent dans la zone franc.

Une évolution en trois temps

Au Cameroun, l'évolution des prix dans l'année 1994 est constituée de trois phases distinctes (voir graphique 1 ci-devant) :

– un effet d'impact concentré sur le mois de février (équivalent à environ la moitié de la hausse cumulée observée en décembre);

– une période de stabilité allant jusqu'à mai;

– une reprise de l'inflation, surtout en août-septembre.

Ce profil d'évolution peut être mis en rapport avec différentes mesures d'accompagnement et réformes économiques :

[3] Pour une étude empirique de l'impact du Nigeria sur les prix des pays voisins à partir des données collectées par les observatoires des frontières DSCN-DIAL et Lares, voir Herrera J., Massuyeau B. (1995).

– le contrôle des prix ainsi que la constitution de stocks spéculatifs (cas notamment du riz, de la farine, des huiles et du sucre) ont permis de différer l'impact de la dévaluation au mois de février;

– l'assouplissement des mesures de contrôle de prix et la hausse de prix «contrôlés» des produits de base (dont l'essence) sous pression des importateurs dans le cadre des procédures d'homologation des prix expliquent la forte poussée de février;

– la stabilité des prix de mars à juin peut être mise en rapport avec le faible pouvoir d'achat des ménages urbains (surtout les fonctionnaires à Yaoundé), la réforme de l'UDEAC, la baisse des tarifs des produits de base décidée par le gouvernement pour le premier semestre 1994.

– Différents facteurs semblent avoir joué dans la reprise de l'inflation depuis juillet :

– la suppression des contrôles de prix (sauf pour les services publics, produits pétroliers, livres, produits pharmaceutiques et transports). Entre juillet et octobre, on constate une hausse de prix plus importante dans le cas des produits qui étaient soumis aux procédures d'homologation que pour les non contrôlés;

– l'augmentation du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA);

– la fin des mesures de baisse tarifaire des produits de grande consommation;

– un comportement des prix du secteur informel visant l'indexation des revenus. Deux indices tendent à conforter cette hypothèse. D'une part, la hausse de prix des produits de marché a été plus forte que celle des produits vendus en magasin et, d'autre part, l'évolution des revenus des commerçants informels montre des signes de reprise, en particulier depuis le mois de juin [4];

– la raréfaction de l'offre locale au profit des exportations plus remunératrices (tel est le cas des huiles végétales dont les prix ont pratiquement doublé depuis juin. Le volume des exportations d'huile de palme, après avoir stagné en 1991/92 et 1992/93, a connu un bond de 40% en 1993/94.)

Un comportement paradoxal des prix relatifs importés/locaux

Si, de manière générale, on peut affirmer que l'objectif d'obtenir une dépréciation réelle du taux de change est sur la bonne voie, le bilan est en revanche plus mitigé en matière de prix relatifs. Les prix des produits locaux et des produits importés ont pratiquement augmenté au même rythme. De plus, le principal facteur de stabilité des prix pour les produits

[4] Voir résultats de l'enquête réalisée à Yaoundé par la DSCN et DIAL (A. Ngassam, «Enquête légère de suivi des revenus. Premiers résultats», octobre 1994).

locaux est le contrôle des prix des services publics (cette stabilité se trouvant en outre en conflit avec l'objectif d'accroître les recettes fiscales).

Ce comportement des prix relatifs tend à amoindrir les incitations recherchées à la substitution dans la consommation, compromettant ainsi la relance des activités orientées vers le marché intérieur. On peut se demander si la hausse de prix des produits locaux résulte ou non des stratégies d'indexation des revenus de la part des producteurs-commerçants du secteur informel. Pour répondre à cette question, on utilisera les données de prix ventilées selon le secteur institutionnel d'origine des biens et services.

Une forte hausse des prix des produits locaux

La progression des prix des produits agricoles et manufacturés du secteur informel a été très vive. D'aucuns pourraient voir là le signe avant-coureur d'un dérapage des prix, le comportement de surindexation dans ce secteur étant porteur des tensions inflationnistes qui seraient difficilement maîtrisables. Cependant, dans cette période d'ajustement réel et monétaire (baisse très forte des revenus réels et nominaux), et compte tenu du mode de fixation des prix dans le secteur informel (secteur concurrentiel de régulation par offre et demande), il est difficile d'attribuer la hausse de prix des produits locaux à un comportement d'indexation des revenus (fixation des prix en fonction des marges attendues) [5].

La hausse très marquée des prix des produits locaux pourrait être plutôt expliquée par les conséquences de la substitution des produits locaux/importés dans la consommation des ménages à la suite de la dévaluation. Ce déplacement de la demande est plus le résultat d'un effet revenu que d'un effet substitution dû à la hausse (en fait nulle) des prix relatifs importés/locaux. Les différences dans les élasticités-revenus dans la consommation des biens supérieurs et inférieurs auraient conduit à un effet de substitution qui s'est traduit par une hausse très significative dans la consommation des biens locaux (les substituts du secteur informel manufacturier). Les prix de ces produits, commercialisés essentiellement par le secteur informel, étant régulés par l'offre et la demande, il en résulte une hausse importante, d'autant plus que l'offre agricole est fixe à court terme. A plus long terme, l'offre répondra dans la mesure où la hausse de prix du bien final consommé en ville sera répercutée sur le prix au producteur dans les campagnes. Le comportement de prix pourrait dans

[5] Les résultats de l'enquête 1-2-3 DIAL-DSCN (1993) montrent une diminution des revenus individuels pour les non-salariés du secteur informel de 3% entre 1993 et 1994 qui pourrait bien traduire l'échec des stratégies d'indexation des revenus de la part des commerçants. Le gonflement du secteur informel a sans doute accru la concurrence dans un contexte déjà difficile de contraction de la demande (voir partie 1.C.).

ce cas aboutir au résultat attendu, à savoir la recomposition de l'offre locale et la diminution des importations.

Cette hausse de prix des produits locaux n'a pas découragé les consommateurs compte tenu des différences du niveau de prix entre les biens supérieurs et inférieurs. Les consommateurs se reportent sur un produit substitut moins luxueux qui coûte trois fois moins cher pour un apport calorique relativement équivalent. Notons que la forte augmentation des prix des produits du vivrier local et du secteur manufacturé informel n'est pas incompatible avec le comportement de substitution dans la mesure où le facteur déterminant est le niveau de prix.

Une hausse de prix modérée des produits importés

Plusieurs facteurs ont contribué à modérer la hausse des prix des importations, laquelle est restée très largement inférieure à la hausse qui aurait résulté d'une répercussion «mécanique» de la dévaluation. Parmi ceux-ci, on peut citer :

– l'entrée en vigueur de la réforme de l'UDEAC qui implique un abaissement des tarifs moyens;

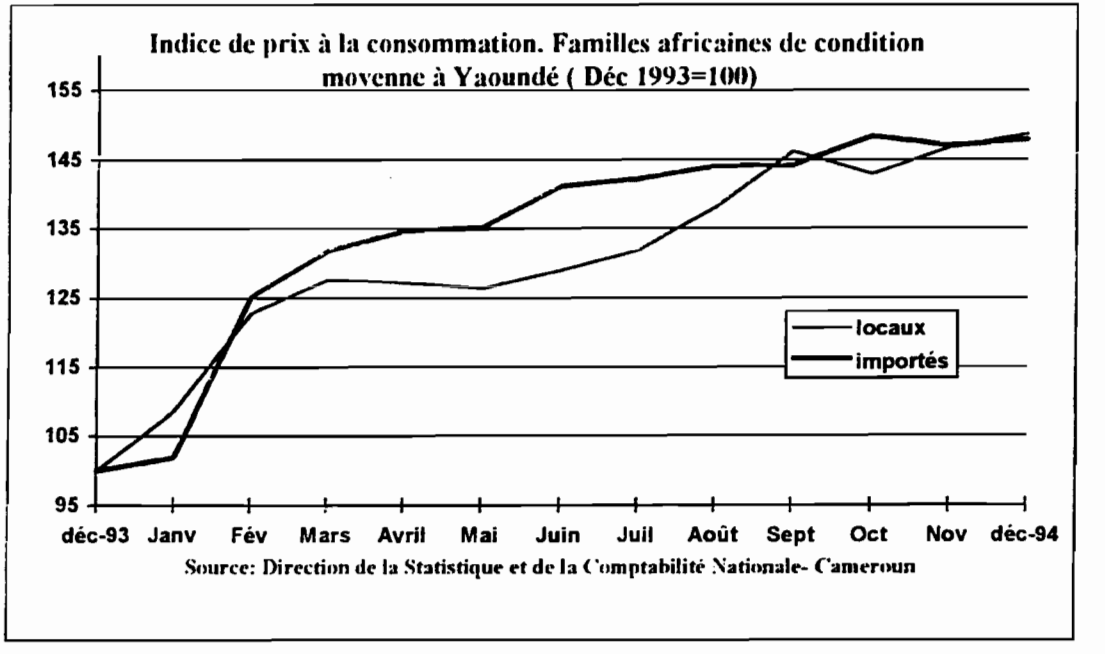
– la politique de contrôle de prix et subventions accordées aux importateurs;

– la chute de la demande. D'après les statistiques du commerce extérieur des douanes françaises, les importations des biens de consommation ont diminué de 41% au cours des six premiers mois de 1994 (par rapport à la même période de 1993);

– une baisse assez significative du taux de marge du commerce d'importation. Elle a été rendue possible par le fait que, parmi les pays de la zone franc, le Cameroun est l'un des pays où les «taux de marge brute» du commerce d'importation étaient les plus élevés. Des calculs préliminaires à partir des données des douanes camerounaises font état d'une hausse très modérée de la valeur unitaire des produits importés de consommation finale. En revanche, dans le cas des pays comme le Bénin où ces marges sont faibles, la hausse du coût des importations a été répercutée de manière directe sur les prix.

1.B. Le commerce extérieur du Cameroun dans les premiers mois de 1994

Nous avons analysé le commerce du Cameroun avec la France sur les cinq premiers mois de 1994. Bien que partielles et datées, ces informations reflètent bien la tendance générale. En 1993, la France était de loin le premier partenaire du Cameroun (avec 40% de ses exportations et


Indice de prix à la consommation. Familles africaines de condition moyenne à Yaoundé (Déc 1993=100)
155
145
135
125
115
105
95
déc-93
Janv
Fév
Mars
Avril
Mai
Juin
Juil
Août
Sept
Oct
Nov
déc-94
locaux
importés
Source: Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale- Cameroun

GRAPHIQUE 2

50% de ses importations, sur le total OCDE). De plus, les échanges extérieurs avec l'ensemble de l'Union européenne représentaient 90% du total OCDE. D'éventuelles réorientations vers d'autres pays (zone dollar en particulier) ne pourraient être enregistrées qu'à plus long terme. Les statistiques du commerce extérieur français, disponibles avec trois mois de délai, fournissent un éclairage sur l'évolution du commerce extérieur camerounais. L'absence de données de prix limite néanmoins l'analyse, surtout dans une période où les prix des principales exportations ont connu des à-coups importants. Sur les cinq premiers mois de 1994, par rapport aux mêmes mois de 1993, les recettes d'exportations du Cameroun dans son commerce avec la France, évaluées en francs français courants, ont globalement stagné. Cette évolution recouvre une forte régression des exportations pétrolières de – 54% et une progression des autres biens de 30%. La baisse du pétrole est pour une partie imputable à la baisse du prix du baril en dollars et une autre partie à l'épuisement des gisements (voir les baisses des années précédentes : – 20% et – 46%).

TABLEAU 1.B-1
Les exportations du Cameroun vers la France

Taux de croissance en %	Poids en 1993	1991-1992	1992-1993	5 premiers mois de 1994 (glissement)
Produits agricoles	41%	– 17	+ 23	+ 8
Bois	12%	– 4	+ 19	+ 128
Pétrole brut	34%	– 20	– 46	– 54
Aluminium et autres industriels	12%	– 5	– 41	+ 22
Ensemble	**100%**	**– 16**	**– 22**	**+ 0**

Source : Douanes françaises. Commerce en valeur en francs français

Les autres produits d'exportation, qui représentaient en 1993 les deux tiers des recettes, peuvent être divisés en trois groupes : les produits agricoles dominés par les fruits tropicaux (banane, café, cacao), le bois (essentiellement des grumes), enfin l'aluminium et quelques autres produits industriels. Dans tous les cas, les hausses des cours des matières premières ont permis une augmentation des recettes. Les effets de la dévaluation sont plus difficiles à percevoir. Parti d'une situation

de rentabilité difficile, le secteur de l'aluminium a sans doute connu une amélioration sensible. Les autres secteurs de semi-transformation de matières premières comme le caoutchouc ou le coton fibre, dont l'essentiel des intrants sont locaux et dont la rentabilité est assez sensible au coût du travail, sont également favorisés par la dévaluation. Enfin, le secteur du bois connaît une accélération majeure de ses recettes. L'épuisement progressif des ressources forestières en Afrique de l'Ouest et les restrictions imposées aux exportations de grumes en Asie du Sud-Est entraînent une augmentation très forte de la demande adressée au Cameroun et aux autres pays d'Afrique Centrale, ainsi qu'une flambée des prix. La dévaluation s'ajoute probablement à ces tendances, et pourrait permettre un gain de compétitivité par rapport aux substituts existants. L'occasion devrait être saisie de développer la filière vers l'aval (bois sciés, placages), en tirant les leçons des expériences ivoiriennes et ghanéennes d'un côté, indonésiennes et malaisiennes de l'autre. Une croissance subite comporte en effet des menaces; la surexploitation des ressources pourrait faire très rapidement disparaître les essences les plus recherchées [6].

TABLEAU 1.B-2

Les importations du Cameroun en provenance de la France

Taux de croissance en %	Poids en 1993	1991-1992	1992-1993	5 premiers mois de 1994 (glissement)
Biens de consommation	46%	– 11	– 17	– 39
– alimentaires	14%	– 18	– 29	– 23
– non alimentaires	32%	– 8	– 10	– 46
dont pharmacie	15%	– 3	– 17	– 50
Biens intermédiaires	20%	+ 22	– 18	– 28
Biens d'équipement	34%	– 8	– 25	– 2
Ensemble	**100%**	**+ 1**	**– 20**	**– 25**

Source : Douanes françaises. Commerce en valeur en francs français.

Toujours sur les cinq premiers mois, les achats de produits français ont diminué de 25%. La baisse du revenu réel est pour beaucoup dans

[6] La nouvelle loi forestière a prévu certains garde-fous, en imposant 70% de transformation locale.

ce résultat, comme pour l'année 1993 où les importations avaient déjà baissé de 20%. Là encore, il est difficile de faire la part de la baisse du revenu et d'effets de substitution en faveur de produits locaux ou d'importations moins chères provenant d'autres pays. Les baisses les plus importantes concernent les biens de consommation, là où la baisse du revenu et les effets de susbtitution sont les plus forts : – 23% dans le cas des produits alimentaires (céréales) et – 46% dans le cas des produits manufacturés. La chute brutale de l'accès aux produits pharmaceutiques est assez inquiétante. La baisse des importations de biens intermédiaires, qui poursuit celle de 1993, se rapporte sans doute à la récession des industries produisant pour le marché intérieur, très sensibles à la demande. Elle est cohérente avec la tendance observée sur les biens d'équipement : l'ajustement drastique de l'investissement depuis la crise coïncide avec une baisse du taux d'utilisation des capacités de production. En 1994, année de récession aiguë et d'incertitudes, une grande partie des dépenses d'investissement se limite probablement au remplacement des équipements obsolètes.

TABLEAU 1.B-3
Le commerce extérieur du Cameroun avec l'OCDE

Taux de croissance en %	1992-1993	9 premiers mois de 1994
Importations	– 21	– 20
Exportations	– 3	+ 13

Source : OCDE, Séries A. Commerce en valeur en francs français.

Sur les neuf premiers mois de 1994, les données agrégées de commerce extérieur de l'OCDE («séries A») permettent un diagnostic plus optimiste. La contraction des importations, après avoir été forte dans les premiers mois, ne dépasse pas celle qui avait été atteinte en 1993 : – 20%. Enfin, la réaction des exportations est assez vive : + 13%.

1.C. Le marché du travail à Yaoundé en 1994

Les effets attendus de la dévaluation sur le marché du travail urbain transitent par plusieurs canaux. De plus, la résultante de ces effets dépend fortement du terme auquel on se place. A court terme, la *composante contractionniste* devrait l'emporter. La mobilité du travail étant limitée, c'est surtout la dynamique inflationniste qui pèsera sur les revenus réels,

et d'autant plus qu'une politique salariale rigoureuse sera mise en œuvre pour limiter la croissance des prix.

Les enquêtes réalisées par DIAL et la DSCN en février 1993 et en mai 1994 sur les conditions d'activité de la population à Yaoundé portent sur deux échantillons représentatifs suffisamment larges (environ 2 000 ménages, soit 11 à 12 000 personnes), constitués selon des options méthodologiques rigoureusement identiques. Ces enquêtes donnent la possibilité de suivre l'évolution inter-temporelle des comportements d'activité avec un degré de fiabilité très satisfaisant. L'enquête de 1993 restituait l'image d'un marché du travail profondément dégradé (Roubaud, 1994). L'insertion sur le marché du travail à Yaoundé était fortement affectée par la crise, et se traduisait par un taux de chômage de 24,6%. Quinze mois plus tard, en mai 1994, la situation semble s'être améliorée, puisque le chômage ne touchait plus que 18,1% de la population active. Malgré la pression démographique, le nombre de chômeurs a chuté de 68 000 à 57 000. Ce recul du chômage s'explique à la fois par une montée de la proportion des inactifs, dans une moindre mesure par quelques migrations de retour, mais aussi et surtout par un gonflement de la part des actifs occupés. Malgré les difficultés économiques, un nombre suffisant d'emplois s'est créé pour intégrer le flux de nouveaux arrivants sur le marché du travail et résorber une partie du stock de chômeurs.

TABLEAU 1.C-1
Evolution du marché du travail à Yaoundé 1993-1994

	%				
	1993	1994		1993	1994
Inactifs Chômeurs Actifs occupés	50,2 12,3 37,9	51,5 8,8 39,7	Taux d'activité Taux de chômage	49,8 24,6	48,5 18,1
Total	100	100			

Sources : DIAL/DSCN, Enquêtes 123, 1993-1994.

La baisse spectaculaire du taux de chômage résulte essentiellement de l'accroissement des emplois dans le secteur informel. Une partie des chômeurs qui préféraient attendre un emploi salarié dans le secteur formel (public et privé) se sont résolus à se mettre à leur compte dans le secteur informel, même si ce type d'emploi ne correspondait pas à leur attente. Une série de «signaux» sur le marché du travail (baisse des salaires

publics, annonce d'une réduction massive du nombre de fonctionnaires, multiplication des licenciements dans les entreprises privées formelles et para-publiques) les ont conduits à considérer la situation comme durablement déprimée. Le secteur informel, qui était déjà en 1993 le principal pourvoyeur d'emplois, continue à prendre en charge l'essentiel des nouvelles créations. Alors que 80% des emplois créés en 1993 étaient informels, ils ont été 85% l'année suivante. Les deux tiers des sorties du chômage se sont faites vers le secteur informel (tableau 1.C-2). Celui-ci reçoit en majorité des inactifs (ex-travailleurs découragés à cours de ressource et jeunes entrants sur le marché du travail) et des chômeurs.

TABLEAU 1.C-2
Flux nets* affectant le chômage et le secteur informel

Flux nets 1993 à 1994 en %	Vers l'informel	Hors du chômage
Inactifs	47	17
Chômeurs	36	
Informels		67
Salariés du privé formel	16	18
Fonctionnaires	1	– 2
Total	100	100

Source : Panel constitué à partir des enquêtes 1-2-3 DIAL/DSCN 1993 et 1994.
* Lecture : Par exemple, sur la période fév. 1993 – mai 1994, les flux nets entre le secteur informel et le chômage ont contribué pour 36% à l'augmentation du nombre d'informels parmi les individus qui étaient présents à Yaoundé et en âge de travailler (10 ans et plus) en fév. 1993. Ces mêmes flux nets (sorties du chômage vers le secteur informel nettes des entrées dans le chômage en provenance du secteur informel) ont contribué à hauteur de 67% à la baisse du nombre de chômeurs dans la même population.

Globalement, le taux d'informalisation passe de 58,3% en 1993 à 65,8% en 1994 et le taux de salarisation s'affaisse de 49% à 44,6%. La structure des emplois par branche se déforme en faveur des activités commerciales et agricoles, au détriment de l'industrie et des services. Si l'accroissement de la proportion de personnes engagées dans le secteur primaire est en partie imputable à un effet saisonnier, il faut aussi y voir l'effet de la contraction des revenus, qui conduit les ménages à se replier sur des emplois permettant de satisfaire leurs besoins vitaux (production et autoproduction de produits vivriers).

Pour l'instant, contrairement aux effets attendus de la dévaluation, le déplacement des ressources (ici le travail) ne se fait pas en faveur des secteurs producteurs de biens échangeables, mais s'oriente vers des activités

de type commercial. Plus particulièrement, l'industrie formelle poursuit sa régression. Mais ce mouvement d'informalisation de l'économie s'inscrit dans une trajectoire de plus long terme, même s'il s'est accéléré au cours de l'année 1994. Il faudra sans doute attendre encore quelque temps avant que la demande de travail des secteurs exportateurs (non agricoles) ou substituts à l'importation se réoriente à la hausse.

TABLEAU 1.C-3
Evolution de la structure des emplois à Yaoundé entre février 1993 et avril 1994

	%				
	1993	1994		1993	1994
Secteur institutionnel			**Branche**		
Administration publique	23,0	21,0	Agriculture	4,4	7,0
Entreprise publique	5,4	4,7	Industrie	13,0	10,8
Secteur privé formel	13,3	8,5	Commerce, restaurant	28,1	31,6
Secteur informel	58,3	65,8	Transport	5,7	5,1
			Service marchand	22,6	20,2
Total	100	100	Service non marchand	26,2	25,3
Statut dans l'emploi			Total	100	100
Salarié	49,0	44,6			
Patron	3,3	2,9	**Taille de l'établissement**		
Indépendant	37,4	42,1	Moins de 6 personnes	56,7	60,2
Apprenti	4,9	4,0	De 6 à 100 personnes	13,7	14,0
Aide familiale	5,4	6,4	Plus de 100 personnes	29,6	25,8
Total	100	100	**Total**	100	100

Sources : DIAL/DSCN, Enquêtes 123, 1993/1994.

L'effet bénéfique de la forte baisse du taux de chômage sur le bien-être des ménages a été écrasé par une sévère contraction des revenus du travail. En moyenne, les revenus nominaux ont régressé de 29%. Compte tenu de la dérive inflationniste des prix à la consommation consécutive à la dévaluation (+ 29% entre janvier et avril 1994), la chute des revenus réels a atteint 45%.

Cependant, cette réduction du revenu moyen cache de fortes disparités, certains secteurs n'ayant pas ajusté les revenus d'activité dans les mêmes proportions. Les fonctionnaires sont les principales victimes de la chute des salaires. Le salaire mensuel moyen dans l'administration est passé, en quinze mois, de 134 000 F CFA à 88 000 F CFA, soit un recul de 34%. Le salaire médian a enregistré une diminution de 50%. Les employés des deux autres principaux secteurs salariaux (entreprises parapubliques et entreprises privées formelles) ont aussi été touchés par la baisse des salaires, mais dans une moindre mesure (avec environ – 20%). C'est surtout sur le salaire médian que les écarts sont les plus marqués : régression de moitié dans l'administration et quasi-stabilité dans les entreprises parapubliques et privées formelles. Cette évolution différentielle de la dynamique des salaires ramène la rémunération moyenne des fonctionnaires au niveau de celle du secteur privé formel, tandis que les entreprises parapubliques restent toujours le secteur le plus rémunérateur. Encore conviendrait-il d'isoler les fonctionnaires civils des personnels en tenue (armée, police, gendarmerie), dans la mesure où la rémunération moyenne des derniers est deux fois supérieure à celle de leurs collègues [7].

C'est finalement le secteur informel qui a le mieux résisté à la crise. Les revenus par tête dans ce secteur, principalement constitués par les bénéfices des travailleurs indépendants, se sont maintenus en valeur nominale autour de 30 000 F CFA sur la période. Cette performance est d'autant plus remarquable compte tenu du gonflement des effectifs travaillant dans ce secteur. D'ailleurs, dans le secteur commercial informel qui a connu la plus grande croissance des emplois, la rémunération a chuté de 13%. Cependant, la bonne tenue des revenus informels a été obtenue au prix d'un accroissement substantiel de la charge de travail. Dans le secteur informel, on travaille en moyenne sept heures de plus en 1994 que l'année précédente (la durée hebdomadaire du travail s'élève de 37 à 44 heures). En conséquence, la rémunération horaire a diminué (– 18,6%) : ce fait témoigne de la flexibilité du secteur informel mais aussi du problème de productivité croissant dans ce secteur.

La baisse des salaires des fonctionnaires et la relative stabilité des revenus nominaux des informels a permis une réduction des inégalités en ville, mais dans le contexte d'une baisse généralisée des revenus réels.

---

[7] Ainsi, le salaire mensuel moyen du personnel civil de l'Etat, au niveau national, était de 65 900 F CFA, tandis que celui des militaires atteignait 129 600 F CFA, en février 1994. De plus, le recensement réalisé en août 1993 par la Direction de la solde permet de calculer le revenu moyen des fonctionnaires, à l'échelle du pays. Avec 43 000 hommes en tenue et 122 000 civils, le salaire moyen pouvait être estimé à 83 000 F CFA, soit un chiffre comparable aux 88 000 F CFA obtenus dans l'enquête. Les nomenclatures utilisées dans l'enquête ne permettent malheureusement pas de distinguer civils et militaires.

TABLEAU 1.C-4

Evolution des revenus du travail dans l'emploi principal par secteur institutionnel

	Revenus moyens				Revenus médians (en 1 000 F CFA)			
	1993 (1 000 F CFA)	1994 (1 000 F CFA)	Variation nominale (%)	Variation réelle (%)	1993 (1 000 F CFA)	1994 (1 000 F CFA)	Variation nominale (%)	Variation réelle (%)
Administration publique	134	88	– 34,3	– 49,1	140	69	– 50,3	– 61,5
Entreprise publique	179	142	– 20,7	– 38,5	172	155	– 9,9	– 30,2
Secteur privé formel	105	87	– 17,2	– 35,8	69	69	0	– 22,5
Secteur informel	31	30	– 3,2	– 25,0	20	20	0	– 22,5
Secteur social	75	68	– 9,3	– 29,7	50	43	– 14,3	– 33,6
Total	76	55	– 28,6	– 44,7	45	31	– 31,1	– 46,6

Sources : DIAL/DSCN, Enquêtes 123, 1993-1994. Le déflateur utilisé est l'indice des prix à la consommation pour Yaoundé. Entre décembre 1993 et avril 1994 l'IPC a crû de 29%.

TABLEAU 1.C-5
Evolution des revenus du travail des ménages de Yaoundé

Revenus à Yaoundé de janv. 1993 à avril 1994	Evol. des revenus nominaux	Evol. des revenus réels	Niveau des revenus
Revenus des ménages par unité de consommation	%	%	mensuels M F CFA
Ménages d'inactifs	– 3	– 25	6
Ménages d'informels	– 0	– 23	15
Ménages de salariés du privé formel	– 4	– 26	33
Ménages de fonctionnaires	– 31	– 47	28
Ensemble	**– 20**	**– 38**	**18**

Source : Enquêtes 1-2-3 DIAL/DSCN 1993 et 1994.

Seule la croissance attendue des revenus ruraux, pour peu qu'elle ne soit pas annulée par la hausse des droits de porte sur les exportations et le comportement des intermédiaires commerciaux, pourra permettre que la réduction des inégalités s'effectue par le haut et non plus par le bas comme jusqu'alors.

II. – UNE ÉVALUATION DES CONSÉQUENCES À MOYEN TERME DE LA DÉVALUATION DU FRANC CFA AU CAMEROUN

L'exercice de modélisation dynamique présenté ci-après a été effectué à l'aide d'un modèle d'équilibre général issu de la maquette «MAQM» élaborée par F. Bourguignon, J. Sastre-Descals et A. Suwa à partir des travaux de Bourguignon, Branson et de Melo (Bourguignon *et alii.*, 1989). Il s'agit d'une maquette dynamique séquentielle : chaque période correspond à la réalisation d'un équilibre temporaire. Le passage d'un équilibre à celui de la période suivante se fait en actualisant les facteurs et leur productivité (investissement, croissance démographique, migrations, progrès technique), les éléments guidant les anticipations (mark-ups, taux d'intérêt réel), ainsi que les prix et les coûts pour les secteurs de l'économie où ils présentent une certaine rigidité.

2.A. La structure de l'économie camerounaise en 1993

L'année de base retenue pour les simulations (matrice de comptabilité sociale) correspond à l'exercice fiscal 1992/93. Pour décrire l'économie camerounaise, nous avons adopté un découpage économique en sept secteurs de production marchande [8], six types de facteurs de production (dont trois pour le travail) et trois catégories de ménages.

TABLEAU 2-1
Le découpage de l'économie retenu dans le modèle

Secteurs	Types de facteurs	Catégories de ménages
Agriculture vivrière	Terre	Ménages ruraux agricoles
Agriculture de rente	Cap. spéc. des sect. primaires	Ménages non agricoles
Sylviculture	Capital	Ménages de Douala et Yaoundé
Pétrole	Travail :	
Industrie (+ raffinerie)	– Travail agricole	
BTP	– Travail non salarié	
Services + Commerce	– Travail salarié	

Les trois premiers secteurs utilisent surtout de la terre ou du capital spécifique (plants, arbres, ressources minières) et n'emploient que du travail agricole. Les revenus qu'ils génèrent reviennent principalement aux ménages ruraux, sauf pour la partie moderne de l'agriculture de rente (agro-industries), et pour le bois d'exportation. Les revenus pétroliers vont pour l'essentiel à l'extérieur et à l'Etat. Enfin, les trois secteurs non primaires (industrie, BTP, services marchands et commerces) se partagent l'essentiel du capital accumulable (immeubles, équipements) et mobilisent deux types de travail, salarié et non salarié. C'est évidemment dans les services et le commerce que la part du travail informel (ou non salarié) est la plus importante, puisqu'elle représente près de 80%. Mais elle n'est pas non plus négligeable dans l'industrie et le BTP (resp. 63% et 53%). Les revenus du travail tirés de ces trois secteurs sont distribués aux trois catégories de ménages, la plus grosse part des salaires revenant aux ménages de Douala et de Yaoundé, les deux grandes villes du pays. Quant

[8] La nomenclature sectorielle correspond à celle du TES du modèle «TABLO» de la Caisse française de développement. Nous remercions Jean-Joël Aerts et Blaise Leenhardt (CFD) pour l'aide qu'ils nous ont apportée à propos des comptes nationaux camerounais. Le secteur «agriculture de rente» comprend pour l'essentiel des petits producteurs de café, de cacao et de coton-graine et les agro-industries produisant la banane, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc et le coton fibre.

à l'Etat, il emploie 170 000 salariés, soit près de 5% de la population active occupée.

TABLEAU 2-2
Répartition sectorielle du PIB en 1993

Secteurs	Valeur ajoutée (Mds de F CFA)	%
Agriculture vivrière	497,0	22,5
Agriculture de rente	88,3	4,0
Sylviculture	128,3	5,8
Pétrole	182,7	8,2
Industrie	316,1	14,3
BTP	65,9	3,0
Serv. marchands + comm.	591,1	26,7
Services non marchands	343,9	15,5
Total	2213,4	100,0

En 1992/93, l'économie camerounaise se trouve dans une situation caractérisée par un sous-emploi massif des facteurs de production. Le taux de chômage non agricole atteint 13% et le taux d'utilisation des capacités de production ne dépasse pas 70%. La balance des biens et services non facteurs est légèrement excédentaire (0,5% du PIB), mais la balance courante très déficitaire (– 6,3% du PIB). Le compte de l'Etat enregistre un déficit proche de 10% du PIB, si l'on comprend le service de la dette extérieure.

2.B. Les paramètres stratégiques de la dévaluation

La balance commerciale

Quelle relance des exportations ?

Les exportations de pétrole dépendent essentiellement de l'évolution des gisements, dont les disponibilités ont commencé à décroître à partir de 1991/92. Les projections du FMI, que nous avons retenues, sont très pessimistes : la production pétrolière devrait baisser d'environ – 40% en volume de 1993/94 à 1997/98. Dans le secteur de l'agriculture de rente (café, cacao, banane, caoutchouc, coton) et le secteur du bois, les produits camerounais sont vendus sans trop de difficultés à l'extérieur. Les prix de ces produits étant déterminés sur un marché mondial, les

volumes exportés dépendront essentiellement de la réaction des producteurs à l'accroissement de la rentabilité de leurs activités. Cependant une série de facteurs limitent la croissance des volumes physiques, parmi lesquels : la taille et l'âge des vergers des cultures pérennes (café et cacao), la capacité et le coût de transport pour les cultures éloignées des ports d'embarquement (banane, coton graine et grumes). Les élasticités des exportations et de l'offre de produits ont été calibrées dynamiquement en fonction des évolutions constatées pour l'année 1993/94 et des perspectives annoncées pour l'année 1994/95 [9]. Celles-ci se révèlent relativement optimistes. Dans le cas de l'industrie, on a supposé une offre plus élastique mais une hétérogénéité supérieure entre les produits exportés par le Cameroun et les produits concurrents [10].

Quelles substitutions d'importations ?

La demande domestique est plus ou moins sensible à la compétitivité-prix des importations par rapport aux produits camerounais. L'essentiel des importations se compose de biens industriels. On a estimé que 75% des importations industrielles ne sont pas produites du tout au Cameroun, et ne sont donc pas substituables à court terme aux produits locaux. Ainsi, dès lors que la demande de biens industriels augmente (biens de consommation, d'équipement ou intermédiaires), une part fixe de cette demande est servie par les importations. La dévaluation a donc pour effet d'augmenter mécaniquement les prix de cette composante non substituable de l'offre, qui elle-même se répercute sur les prix à la consommation soit directement, soit à travers les prix des consommations intermédiaires. Pour les 25% restants d'importations industrielles entrant en concurrence avec des produits camerounais, on considère que la substitution est imparfaite, compte tenu de la qualité des produits manufacturés locaux; l'élasticité de susbstitution entre produits importés et produits locaux a été posée égale à 0,8.

Les mécanismes de propagation de l'inflation : l'indexation des salaires et des prix

Le doublement du prix des importations incompressibles (de biens industriels : intrants de l'agriculture et de l'industrie; et de services :

[9] Dans ces deux secteurs, on a supposé une fonction de production relativement rigide (élasticité de substitution capital-travail égale à 0,5) et une élasticité de demande d'exportation égale à 1,25.

[10] L'élasticité de susbstitution de la fonction de production CES a été posée égale à 0,75, et l'élasticité de la demande d'exportation à la compétitivité-prix égale à 0,8.

transport, assurance, commercialisation) diminue mécaniquement la valeur ajoutée des producteurs. Face à l'augmentation de leurs coûts, qui est d'autant plus forte que les salaires sont indexés sur le coût de la vie (voir ci-dessus), les producteurs peuvent résister à la compression de leurs marges, en ajustant leurs prix à la hausse quitte à réduire le volume de leur production.

Dans les secteurs urbains : industrie, BTP, commerces et services

C'est dans le secteur moderne que les entreprises ont le plus le pouvoir de s'opposer à la compression de leur marge. Il s'agit en effet d'un secteur relativement oligopolistique, dont la partie industrielle est en fait peu concurrencée par le secteur informel (Cogneau, 1993). Dans le secteur informel urbain, on rencontre deux types de comportements :

– aligner la rémunération de son activité sur le coût de la vie, afin de maintenir un pouvoir d'achat déjà très faible (comportement de marge);

– ou bien subir la concurrence et ajuster ses prix en fonction de la demande (comportement concurrentiel).

Nous avons finalement choisi d'attribuer à ces trois secteurs un comportement de «prix rigides à la baisse», qui permet de reconstituer l'évolution constatée des prix à la consommation. On suppose que les producteurs représentatifs de chacun de ces secteurs se fixent à chaque période un «prix minimum» fonction des coûts de production de la période précédente et d'une anticipation d'inflation exogène (égale à + 5% en 1993/94, + 35% en 1994/95 et 0 % les années suivantes). Si la demande est insuffisante, ils préféreront ajuster le volume de leur activité plutôt que de baisser leur prix.

Sur la période 1984-1992, les entreprises industrielles modernes ont connu une forte hausse du poids de leurs frais de personnel, ce qui devrait les inciter à ne pas accéder totalement à de nouvelles revendications salariales (Cogneau, 1993). Les données statistiques disponibles montrent une stabilité des salaires nominaux dans les secteurs privés formels pour l'année 1994. On a supposé que les salaires formels ne recommenceraient à s'indexer sur les prix qu'à partir de l'année 1995-1996, avec un coefficient d'indexation largement inférieur à l'unité (0,5). Pour la rémunération du travail informel, plus proche du minimum de survie, on a supposé que l'indexation des revenus pourrait reprendre un peu plus tôt, dès 1994-1995. Indépendamment de ce phénomène, les revenus des ménages informels seront principalement déterminés par les prix des secteurs concernés (Cogneau, Razafindrakoto, Roubaud, 1994).

Dans les secteurs agricoles :
agriculture vivrière, agriculture de rente, bois

Dans le secteur vivrier, on a supposé que les prix de production s'ajustent en fonction de la demande globale. Dans l'agriculture de rente et le bois, la rémunération de la production est plus ou moins liée au prix mondial exprimé en F CFA, selon que le doublement de ce prix est plus ou moins répercuté sur les producteurs par les intermédiaires des filières. La commercialisation des produits est traitée comme une consommation intermédiaire de services commerciaux; la rémunération des intermédaires et des exportateurs provient donc du secteur des services et du commerce, et n'est donc pas comprise dans le travail agricole utilisé par les trois secteurs. On a considéré que la répartition du produit entre les producteurs et les intermédiaires n'était pas modifiée à la suite de la dévaluation, dans le contexte de libéralisation des circuits de commercialisation.

Au sein de l'agriculture dans son entier, la dévaluation incite à une réallocation du travail en direction de la production de biens échangeables; les prix et les revenus augmentent plus vite dans l'agriculture de rente et le bois que dans l'agriculture vivrière. Cependant, il s'agira plus d'une réallocation du temps de travail, interne aux unités de production (parmi les planteurs qui sont aussi producteurs vivriers) que de migrations intersectorielles. Il n'y a donc pas lieu de différencier plusieurs modes d'indexation selon les secteurs. On pourra ainsi considérer que les agriculteurs et les planteurs sont en majorité des petits producteurs qui rémunèrent leur travail de la même manière que les informels urbains. On a donc appliqué au travail agricole la même hypothèse d'indexation limitée (50%) à partir de 1994-1995.

La réaction de l'investissement privé

A moyen terme, à côté des conséquences sur le commerce extérieur et les revenus, la réaction de l'investissement privé revêt une importance cruciale dans le bilan de la dévaluation. Or, l'investissement est parmi les variables les plus mal mesurées en Afrique et le comportement d'investissement parmi les plus mal connus. Le modèle utilisé postule (voir encadré) que l'investissement privé est sensible positivement à la rentabilité du capital et négativement à son coût où interviennent le prix des biens d'équipement (en grande partie importés), et le taux d'intérêt réel correspondant au financement de cet investissement. Afin de modérer l'influence des anticipations d'inflation, fortement instables sur les trois premières années, nous leur avons attribué un coefficient faible dans le calcul du coût du capital. En définitive, ce sont essentiellement

les hypothèses d'expansion des crédits intérieurs (au sein de la masse monétaire) qui, à travers le taux d'intérêt nominal, influencent la demande d'investissement privé. Plusieurs scénarios ont été envisagés; comme on le verra, dans le scénario le plus optimiste, le surcroît d'investissement généré par la dévaluation rend compte d'environ un tiers du bénéfice de la dévaluation à moyen terme.

Les principales caractéristiques du modèle d'équilibre général utilisé (maquette «MAQM»; *cf.* Bourguignon, *et alii.*, 1991)

1. Fonction de production

Dans chaque branche, la valeur ajoutée est une fonction CES (Constant Elasticity of Substitution) des différents facteurs de production, capital et travail (voir tableau 2-1). La production est déterminée à partir d'une agrégation de Léontieff des consommations intermédiaires et de la valeur ajoutée.

2. Demande de travail et investissement

Le capital installé est fixe dans chaque branche. La demande de chaque type de travail résulte de la maximisation du profit.

L'investissement privé dépend de la productivité marginale du capital et de son coût d'usage, selon une spécification de type *q de Tobin* :

$$I = (g + \delta)K + I\left(\frac{ru}{\delta + i_r - \dot{p}^e}\right)$$

$$R = (\partial q/\partial K)/p_K$$

où g est le taux de croissance de long terme de l'investissement (issu de la calibration), δ est le taux de dépréciation, u le taux d'utilisation des capacités, i_r le taux d'intérêt correspondant à la dette des entreprises privées, et p^e le taux d'inflation anticipé.

3. Offre de travail et migrations internes

A chaque période, chaque catégorie de ménages fournit une offre de travail fixe, se répartissant entre les trois types de travail. Entre chaque période, la croissance démographique incrémente la population des ménages, aux migrations internes près. Entre les catégories de ménages, les migrations internes sont modélisées sous la forme d'une fonction à la Harris-Todaro :

$$\Delta N_o/N_o = [Y_d/(Y_o Z_{od})]_{od}^{\varepsilon} - 1$$

où o = catégorie d'origine;
d = catégorie de destination;
N_o = Nombre d'actifs dans la catégorie d'origine;
$Y = (1 - u)R$, revenu espéré (corrigé du taux de chômage u prévalant dans la catégorie);
Z_{od} = coût «psychologique» de la migration.

4. Revenu des ménages et consommation

Les ménages perçoivent des revenus provenant de la rémunération des facteurs travail et capital. La consommation des ménages par produit dérive d'un Système linéaire de dépenses (fonctions LES).

5. Commerce extérieur

Pour chaque produit, la demande agrégée est partagée entre des importations complémentaires et un bien composite comprenant les importations substituables et les produits domestiques. La substitution entre ces deux derniers types de produits est formalisée par une fonction CES d'Armington.

6. Comportements financiers

Le taux d'épargne est fixé, pour chaque catégorie de ménages, à un coefficient de correction près qui tient compte de la variation de la valeur du patrimoine des ménages. Les ménages détiennent de la monnaie et une partie du capital productif. Leur demande de monnaie dépend de leur revenu réel et du taux d'intérêt réel. La demande de monnaie des entreprises est fonction de leur chiffre d'affaires et du taux d'intérêt réel débiteur.

7. Fermetures macro-économiques

La dynamique du modèle consiste en une succession d'équilibres temporaires.

Les anticipations d'inflation sont adaptatives.

Dans l'agriculture, les prix sont flexibles.

Dans les secteurs non agricoles, les prix sont rigides à la baisse (voir texte). l'ajustement offre-demande se fait sur les volumes (taux d'utilisation des capacités de production) dès lors que le taux de marge plancher est atteint.

Sur le marché du travail, les rémunérations nominales sont rigides à la baisse. l'ajustement offre-demande se fait sur le chômage dès lors que les salaires nominaux ont atteint leur valeur plancher. Pour certaines périodes, ces rémunérations ont été indexées partiellement sur les prix à la consommation (voir texte).

Le marché de la monnaie est équilibré par le taux d'intérêt tant que celui-ci ne dépasse pas une valeur plafond de 14% (au-delà de laquelle le crédit est rationné selon un taux d'intérêt implicite).

Le déficit budgétaire est financé par l'émission monétaire et l'emprunt extérieur.

2.C. Une trajectoire possible pour l'économie camerounaise après la dévaluation

Sur la base des informations disponibles en 1994, une simulation de référence a pu être réalisée à l'horizon 1997/98. Elle intègre une série d'hypothèses sur la politique économique mise en œuvre et sur l'environnement international. En ce qui concerne la politique économique, à côté de la dévaluation de la monnaie, les années 1993/94 et 1994/95 sont aussi des années de réforme fiscale : baisse des taux de tarifs douaniers (harmonisation douanière au sein de la zone UDEAC) et mise en place d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires et d'une taxe exceptionnelle sur les exportations (en 1994/95). On a supposé qu'à partir de 1995/96 les taux apparents des différentes taxes étaient maintenus, sauf pour les droits de sortie sur les exportations, supprimés dès cet exercice. En matière de dépenses publiques, plusieurs évolutions prévisibles ont été prises en compte :

– un programme de diminution de – 25% des effectifs dans la fonction publique, étalé sur quatre ans, à partir de 1994/95, et combiné avec de

légères augmentations des salaires nominaux à partir de 1995-1996 (à masse salariale constante);

– une relance des dépenses publiques et surtout de l'investissement qui avait atteint 36 milliards F. CFA en 1993-1994.

Le profil retenu pour l'évolution de la masse monétaire (M2) se fonde sur les hypothèses d'un retour assez important des capitaux extérieurs, et d'un relâchement de la contrainte de financement monétaire du déficit public [11]. Les banques sont en meilleure santé, les crédits à l'économie se développent, et on observe une détente des taux d'intérêt, d'abord réels, puis nominaux. En conséquence, les investissements privés pourraient croître fortement, en 1994-1995 sous l'effet des rapatriements de capitaux et de la baisse des taux d'intérêt réels, et les années suivantes par le développement du crédit.

En ce qui concerne l'environnement international enfin, on a supposé que les cours des matières premières se maintiendraient au niveau atteint en 1994/95. Pour la plupart des produits, la demande mondiale augmente de 5% par an. Pour les prix des importations industrielles, on a fait l'hypothèse d'une inflation mondiale de 2,5%.

L'année 1993/94 est une année de forte récession (– 5%) et de commencement d'inflation (+ 13%), malgré une relance forte des exportations non pétrolières (+ 22%). L'année 1994/95 connaît encore une décroissance (– 2%) et une forte inflation (+ 30%), en dépit de l'augmentation des exportations non pétrolières (+ 3%) et surtout d'une reprise forte de l'investissement privé (+ 39% en volume), et public (+ 80%).

Les perspectives dressées pour les trois années suivantes se fondent sur un scénario assez optimiste :

– le maintien des cours des matières premières et d'une demande mondiale soutenue (+ 5% par an);

– l'augmentation continue de plus de 7% par an des exportations traditionnelles (rente, bois) et industrielles;

– un investissement privé en forte croissance, qui conduit à un doublement du taux d'investissement de 1992/93 (entreprises privées et investissement public).

Sous ces hypothèses, le Cameroun pourrait atteindre à moyen terme (1997/98) un taux de croissance de + 5%. La sortie de crise serait cependant assez lente : une croissance négative de – 2% en 1994/95, + 3% en 1995/96, + 4% en 1996/97. L'inflation se stabiliserait aux alentours de 3% en 1997/98, permettant d'atteindre une dépréciation du taux de change réel de plus de 20%. A partir de 1995/96, si le

[11] Nous nous sommes fondés sur les projections de masse monétaire proposées par le FMI dans ses négociations avec le gouvernement camerounais.

prélèvement exceptionnel sur les exportations était supprimé, les revenus réels des ménages agricoles pourraient croître de plus de 10%, puis de 3% les années suivantes, entraînant une légère réduction de la pauvreté et des inégalités. Si les cours des matières premières devaient retomber rapidement en 1997/98 à leur niveau de 1993/94, l'évolution exposée ci-dessus serait évidemment moins favorable. La croissance de 1995/96 et de 1996/97 ne dépasserait pas + 3% et celle de 1997/98 atteindrait difficilement + 4%.

TABLEAU 2-3
Simulation de référence : principaux résultats

Taux de croisssance en %	1993/94	1994/95	1997/98
Prix :			
– du PIB	+ 4	+ 32	+ 2
– de la consommation	+ 13	+ 30	+ 3
*Taux de change réel**	+ 36	+ 3	– 3
Croissance :			
du PIB (en vol.)	– 5	– 2	+ 5
– de la conso. et inv. des ménages	– 11	– 5	+ 5
– de la conso. publique	– 7	– 6	– 3
– de l'inv. des entreprises	0	+ 39	+ 25
– de l'inv. public	– 45	+ 80	+ 30
– des exportations : (en vol.)	+ 9	– 4	+ 3
– pétrolières	– 11	– 18	– 6
– non pétrolières	+ 22	+ 3	+ 6
– des importations : (en vol.)	– 16	0	+ 9
Ménages :			
– Indice de pauvreté**	+ 2	+ 5	– 4
– Revenus réels par cat. de mén.			
– uraux	0	– 4	+ 3
– ruraux non agricoles	– 24	– 9	+ 2
– Douala et Yaoundé	– 26	– 15	0

* : un signe positif indique une dépréciation.
** : % de ménages sous la ligne de pauvreté.

2.D. Les bénéfices à moyen terme de la dévaluation

Le scénario de référence «post-dévaluation» présenté ci-dessus doit être considéré avec toute la circonspection de rigueur, étant donné les nombreuses incertitudes portant sur le comportement des différents agents dans le futur et sur le mode de régulation de moyen-long terme de l'économie camerounaise (dont les tenants et les aboutissants ne sont pas qu'économiques à strictement parler). L'objectif poursuivi ici n'est pas de proposer une «projection fiable» de l'économie camerounaise en 1997/98 mais d'évaluer l'impact spécifique de la dévaluation. Pour cela, nous nous sommes essayés à construire un scénario de non-dévaluation, c'est-à-dire de poursuite de l'ajustement dit «réel» (par opposition à «monétaire»).

Entre les deux simulations (dévaluation et non-dévaluation), l'environnement international a été supposé constant [12]. En revanche, nous avons modifié l'ensemble du programme de dépenses publiques pour obtenir une réduction équivalente, dans les deux simulations, du ratio «déficit budgétaire/PIB [13]» :

– l'année budgétaire 1993/94 reste inchangée (étant déjà décidée avant la dévaluation);

– le programme de diminution des effectifs est conservé tel quel;

– l'évolution des salaires réels des fonctionnaires est environ la même que dans la simulation de référence avec dévaluation : cela veut dire que les salaires nominaux doivent baisser de 30% en 1994/95 et n'augmenter que de 2,2% les années suivantes; les dépenses nominales de fonctionnement sont également ajustées, de telle manière que la consommation publique totale soit la même, en volume, que dans le scénario de dévaluation;

– enfin et surtout, l'augmentation de l'investissement est beaucoup plus limitée; de 1994/95 à 1997/98, il ne progresse en volume que de 150% au lieu de 280%.

L'année 1994/95 est l'année budgétaire la plus austère avec une baisse des salaires nominaux de 30% et une croissance nulle des autres dépenses. Du côté des recettes fiscales, nous avons considéré que la baisse des droits de douane permise par la dévaluation n'aurait pas lieu. Cela a pour effet de soulager les finances publiques, en soutenant les recettes douanières. Mais il s'agit d'une hypothèse forte, qui implique le blocage de la réforme douanière de la zone UDEAC. Rappelons enfin que, mécaniquement,

---

[12] A l'exception des baisses de prix en devises des importations de biens de consommation, correspondant à un comportement de marges des importateurs à la suite de la dévaluation.

[13] Il s'agit du déficit «base engagement» : déficit primaire + service de la dette.

TABLEAU 2-4
Hypothèses de dépenses publiques dans les deux simulations

Taux de croissance en %	1993/94	1994/95	1995/96	1996/ 97	1997/98
Sim. de référence : dévaluation					
Emploi	0	– 8,2	– 6,2	– 6,2	– 6,2
Salaire moyen	– 24,7	0	+ 6,2	+ 6,2	+ 6,2
Dépenses courantes (en valeur)	– 26,5	+ 48,0	+ 54,0	0	+ 7,0
Investissement public					
– en valeur	– 37,2	+ 146,9	+ 27,0	+ 28,0	+ 32,0
– en volume	– 45,0	+ 80,0	+ 26,0	+ 28,0	+ 30,0
Sim. sans dévaluation					
Emploi	*idem*	*idem*	*idem*	*idem*	*idem*
Salaire moyen	*idem*	– 30,0	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,2
Dépenses courantes (vol.)	*idem* (en val.)	0	+ 25,0	+ 10,0	+ 10,0
Investissement public (vol.)	*idem* (en val.)	0	+ 50,0	+ 30,0	+ 30,0

les recettes pétrolières de l'Etat en francs CFA sont inférieures dansle cas d'une non-dévaluation, mais aussi que le service de la dette est réduit de moitié. Dans la simulation de non-dévaluation un déficit base engagements égal à celui de la simulation de référence correspond donc à un déficit primaire plus élevé.

Il faut donc noter que notre critère de stabilisation du «déficit public», qui est destiné à rendre les deux simulations comparables, fait en partie abstraction de l'économie politique de la dévaluation. On peut en effet imaginer que, si le franc CFA n'avait pas été dévalué, les critères d'ajustement budgétaire exigés par les institutions de Bretton-Woods auraient été plus sévères. Le financement externe des économies de la zone aurait été aussi plus réduit, et les dépenses d'investissement public encore plus ralenties que nous ne l'avons supposé. En d'autres termes, nous n'avons pas tenu compte de ce qu'on a appelé les «mesures (financières) d'accompagnement» de la dévaluation : prêts nouveaux et annulations ou rééchelonnement de dette.

Nous aurions pu également choisir un autre critère : l'ajustement du taux de change réel. Selon ce critère, la politique d'ajustement «réel» véritablement comparable à la politique actuelle consisterait à rechercher une dépréciation équivalente du taux de change réel par le biais d'une désinflation compétitive. Il est clair qu'un tel critère est beaucoup plus sévère que le précédent : réaliser en cinq ans, sans dévaluation, une dépréciation réelle aussi importante que dans la simulation de référence supposerait un ajustement drastique des dépenses publiques, entraînant une déflation très sévère des revenus et des prix. La faisabilité politique et économique d'une telle politique serait loin d'être assurée. Partant de là, on peut se demander si la question d'une alternative à la dévaluation de la monnaie n'avait pas déjà perdu beaucoup de son sens en 1992/93. D'une certaine façon, notre analyse se borne à comparer la politique d'ajustement monétaire à une version faible de l'ajustement réel, maintenant un certain «*statu quo*» en matière de finances publiques, sans proposer de réelle alternative sur le plan des réformes structurelles.

En matière monétaire, c'est aussi le «*statu quo*» : la masse monétaire suit l'évolution du PIB nominal (vitesse de circulation constante), et les taux d'intérêt ne se détendent que légèrement et progressivement (baisse de 2 points).

Sous ces hypothèses, l'impact de moyen terme de la dévaluation peut être considéré comme positif, toutes choses égales par ailleurs. l'ajustement monétaire apparaît préférable à l'ajustement réel. Le modèle fournit une estimation de l'impact à moyen terme de la dévaluation : le PIB serait de 9% moins élevé en 1997/98 si la dévaluation n'avait pas eu lieu. D'autre part, les bénéfices de la dévaluation se révèlent de

plus en plus importants à mesure que l'on progresse dans le temps. L'avantage d'une maquette *dynamique*, par rapport à un exercice de statique comparative, est de prendre en compte le caractère séquentiel des politiques économiques [14]. En l'occurrence, le niveau inférieur de l'investissement privé, constaté dès 1993/94 en cas de non-dévaluation (– 7% par rapport à la référence), a des conséquences importantes et cumulatives sur les périodes suivantes : il entraîne une moindre productivité, une production et des revenus inférieurs; la rentabilité du capital est moins forte et l'investissement encore moins élevé (– 32% en 1994/95 et – 41% en 1997/98).

TABLEAU 2-5

Ajustement réel contre ajustement monétaire. Ecarts à la simulation de référence (dévaluation) du scénario d'ajustement réel

Ecarts à la référence en %	1993/94	1994/95	1997/98
PIB	– 1	– 5	– 9
Conso. et inv. des ménages	+ 6	+ 2	– 3
Conso. publique	+ 2	+ 1	0
Inv. des entreprises	– 7	– 32	– 41
Inv. public	+ 14	– 37	– 24
Exportations	– 10	– 10	– 9
Importations	+ 9	– 1	– 8
Taux de change réel*	**– 23**	**– 23**	**– 16**
Revenus réels par cat. de mén.			
– ruraux agricoles	– 4	– 8	– 16
– ruraux non agricoles	+ 13	+ 8	+ 11
– Douala et Yaoundé	+ 15	+ 13	+ 11
Indice de pauvreté	+ 1	+ 4	+ 13
Ecarts à la réf. en pts de PIB			
Déficit budgétaire/PIB	0,5	– 0,5	0
Balance des B. & S. NF/PIB	– 2,4	– 0,3	+ 2,8
Balance courante/PIB	+ 0,4	+ 2,0	+ 3,9

* le signe négatif indique une dépréciation moindre.

[14] Il s'agit d'une différence importante entre l'exercice de simulation présenté ici et celui de G. Collange et P. Plane sur la Côte-d'Ivoire (1994).

En dépit du manque à gagner du côté des exportations (– 10%) qui est acquis dès le départ, les coûts de la non-dévaluation sont négligeables en 1993/94 (– 1% sur le PIB) parce que le programme de dépenses publiques n'est pas modifié cette année-là; compte tenu d'une inflation négative (– 3%), ces dépenses sont même plus élevées en volume que dans le scénario de référence. Dès lors, la consommation des ménages urbains est moins touchée (leurs revenus réels sont de 15% plus élevés que dans le scénario de dévaluation). Mais à partir de 1994/95, les conséquences négatives de la non-dévaluation se font sentir non plus seulement sur les exportations, mais aussi, comme on l'a déjà noté, sur l'investissement, public et privé. Le surcroît de consommation des ménages est progressivement érodé, pour devenir négatif en fin de période (– 3%). La pauvreté est plus forte. Selon ces simulations, les ménages ont-ils à se plaindre de la dévaluation? En apparence oui, quoique légèrement, du point de vue de l'évolution de court terme de la consommation moyenne par tête. Mais, en réalité, les ménages ne représentent pas un corps unifié. En particulier, les ménages ruraux agricoles, la catégorie en moyenne la plus pauvre de la population, apparaissent comme les véritables perdants d'une non-dévaluation. En termes de redistribution inter-catégorielle, l'impact de l'ajustement monétaire est particulièrement net, quelle que soit l'évolution des cours mondiaux du café, du cacao ou du coton.

Dans la simulation présentée, près du tiers du coût à moyen terme de la non-dévaluation est imputable aux évolutions de l'investissement privé (inférieur de 41% à la référence en 1997/98), qui ont un caractère cumulatif (*cf. supra*). Or, il faut noter que les perspectives de cet agrégat sont toujours, dans un pays en développement, particulièrement incertaines. Certes, on peut raisonnablement penser que l'incitation à investir a été stimulée par la dévaluation, à travers l'augmentation des revenus des producteurs et du capital, le passage à un niveau de parité plus réaliste et l'amélioration de la compétitivité. Mais d'autres variantes un peu moins optimistes, où par exemple le crédit intérieur connaîtrait une moindre expansion, où les capitaux extérieurs, notamment français, se montreraient plus hésitants, conduiraient à un bénéfice inférieur de la dévaluation, plus proche de 3% ou 4% de PIB à moyen terme. Il en serait de même si les élasticités du commerce extérieur, notamment celles des exportations, avaient été surestimées par la calibration dynamique effectuée sur la seule période 1992/93-1994/95 [15]. Une moindre flexibilité du secteur exportateur atténuerait encore les bénéfices à attendre de la dévaluation, sans pour autant, selon nous, les réduire à zéro.

[15] Les volumes physiques des principales exportations sont connus pour 1992/93 et 1993/94, nous avons retenu les prévions les plus récentes pour l'année 1994/95, déjà entamée à l'époque de la réalisation des simulations.

En outre, rappelons que nous avons comparé la dévaluation à une situation de «*statu quo*» ou d'ajustement réel «au sens faible», où le taux de change réel ne se déprécie que très faiblement. D'autre part, nous n'avons pas pris en compte les mesures d'accompagnement de la dévaluation. Ainsi, entre les deux simulations, les évolutions du déficit budgétaire et de la balance des paiements sont telles que le stock de dette en dollars est d'un montant équivalent en fin de période. Rapportés aux exportations, les intérêts dus au titre du service de la dette extérieure sont également les mêmes dans les deux cas (22%). Or, en réalité, ces observations signifient que la charge de la dette aurait été supérieure en cas d'ajustement réel, puisque la dévaluation a été accompagnée d'annulations et de rééchelonnements conséquents que nous n'avons pas pris en compte [16].

CONCLUSION

Globalement, les indicateurs de prix à la consommation, du commerce extérieur et du marché du travail montrent, un an après la dévaluation, des évolutions plutôt favorables mais également porteuses d'inquiétude. Ainsi, la dépréciation réelle a été significative (33%) mais le prix relatif des produits importés par rapport aux produits locaux ne s'est pas amélioré. De plus, dans le comportement des consommateurs on croit déceler des phénomènes de substitution dans le sens attendu mais ceux-ci sont davantage le résultat d'un effet revenu, qu'une éventuelle reprise pourrait remettre en cause, qu'une réponse aux prix relatifs. La balance commerciale s'est améliorée grâce à la poursuite de la contraction des importations (des biens de consommation finale en particulier) et au rebondissement des exportations hors pétrole. Cependant, les importations des biens intermédiaires et d'équipement restent stagnantes et reflètent l'atonie persistante du marché intérieur. Sur le marché du travail on remarque une baisse du chômage (de 24,6% à 18,1%) qui est néanmoins due à «l'informalisation» croissante des emplois dans les secteurs abrités, à l'accroissement de la durée du travail et à un plus fort taux de participation de la main-d'œuvre familiale. Ces évolutions n'ont pu empêcher la baisse très marquée des revenus réels du travail, laquelle a accéléré la contraction du marché intérieur.

Il ressort de notre exercice de modélisation que la dévaluation était préférable à la continuation d'un ajustement réel déflationniste qui

[16] Le calcul de l'impact de ces mesures d'accompagnement sur le service de la dette devrait faire l'objet d'un travail à part entière.

n'offrait aucune perspective de croissance. Par rapport à ce que nous avons appelé un scénario de *statu quo*, la dévaluation offre de meilleures perspectives, non seulement pour les exportations, mais aussi pour l'investissement. Son impact redistributif en faveur des catégories les plus pauvres est tout à fait considérable. Enfin, elle autorise une relance plus rapide des investissements publics d'infrastructure, dont pourraient bénéficier un certain nombre de ménages informels urbains, et dont le Cameroun a grand besoin, après plusieurs années d'ajustement budgétaire drastique. Cependant, elle n'est pas la solution miracle aux problèmes de l'économie camerounaise, dans le contexte d'une baisse continue de la production pétrolière. Même dans le scénario de référence assez optimiste que nous avons calculé (maintien des cours des matières premières à un niveau élevé, relance forte de l'investissement), le Cameroun n'atteint en 1997/98 qu'un niveau de PIB supérieur de 5% au niveau initial de 1992/93. Le taux de chômage urbain reste élevé, et la pauvreté ne se réduit que lentement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOURGUIGNON F., BRANSON W., MELO J. (de), «Macroeconomic Adjustment and Income Distribution : a Macro-Micro Simulation Model», *Technical Papers*, OCDE, Centre de Développement, n° 1, 1989.

BOURGUIGNON F., MELO J. (de), SUWA A., «Modeling the Effects of Adjustment Programs on Income Distribution», *World Development*, Vol. 19 n° 11, 1991.

COGNEAU D., ROUBAUD F., «Impact d'une dévaluation de 50% sur l'économie camerounaise. Résultats de simulation à partir d'un modèle d'équilibre général», Doc. DIAL n° 1993-11/T, 1993.

COGNEAU D., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., «Le secteur informel crée-t-il sa propre demande? Faits empiriques et modélisation macro-économique», Doc. DIAL, n° 1994-13/E, 1994.

COGNEAU D., «L'industrie camerounaise dans la crise : 1984-1992», Doc. DIAL, n° 1993/07-E, 1993.

COLLANGE G., PLANE P., «Dévaluation des francs CFA : le cas de la Côte-d'Ivoire», *Economie internationale*, n° 58, 1994.

DIAL-DSCN, «Le secteur informel à Yaoundé. Principaux résultats. Enquête 1-2-3, phase 2», Etude DIAL-DSCN, 1993.

HERRERA J., MASSUYEAU B., «L'influence du Nigeria sur l'évolution des prix, taux de change et flux transfrontaliers des pays voisins de la zone franc : le cas du Bénin et du Cameroun», Doc. DIAL n° 1995-09/T, 1995.

ROUBAUD F., «Le marché du travail à Yaoundé 1983-1993 : la décennie perdue», *Revue Tiers Monde*, t. XXXV, n° 140, oct.-déc. 1994.

ECONOMIES ET SOCIETES

« RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES »

CHANGE, COMPÉTITION ET RÉPARTITION DES RÔLES ENTRE MONNAIES

N° 1/1996

pug

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS
CAHIERS DE L'ISMÉA
Revue fondée en 1944 par François Perroux

Comité de Direction

Henri Bartoli *(Université Paris I)*, Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA *(Université Pierre Mendès France - Grenoble II)*, Christian de Boissieu *(Université Paris I)*, Rolande Borrelly *(Université Pierre Mendès France - Grenoble II)*, Hubert Brochier *(Université Paris I)*, Paul Chanier *(Université de Nice)*, Jean-Marie Chevalier *(Université Paris IX – Dauphine)*, Jean Coussy *(EHESS)*, Renato Di Ruzza *(Université Nouvelle de Marne-la-Vallée)*, Bernard Ducros *(Université Paris I)*, Daniel Dufourt *(Université Lumière - Lyon II)*, Pierre Duharcourt *(Université Nouvelle de Marne-la-Vallée)*, Bernard Gerbier *(Université Pierre Mendès France - Grenoble II)*, Jérôme Lallement *(Université Paris I)*, André Larceneux *(Université de Besançon)*, Marie Lavigne *(Université de Pau et des Pays de l'Adour)*, Christian Lebas *(Université Lumière - Lyon II)*, Jacques Léonard *(Université de Poitiers)*, Louis Malassis *(Université de Montpellier)*, Claude Ménard *(Université Paris I)*, Alain Parguez *(Université de Besançon)*, Pierre Pascallon *(Université de Clermont-Ferrand)*, Maximilien Rubel *(CNRS)*, Henri Savall *(Université Lumière - Lyon II)*, Jean-Claude Toutain *(CNRS)*, Robert Vallée *(Université de Paris-Nord)*, Jean Weiller *(Université Paris I)*.

Secrétariat de la revue

ISMÉA, 14, rue Corvisart, 75013 Paris.
Tél. : 44 08 51 42 – Fax : 44 08 51 34.

Directeur de la Publication

Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA

Administration – Abonnements – Diffusion

Presses Universitaires de Grenoble (PUG), BP 47,
38040 Grenoble cedex 9 – Tél. 76 82 56 51 – Fax : 76 82 40 35

Abonnement pour l'année 1996 à « Économies et Sociétés »
(12 numéros) :
France : 1 250 F (TTC).
Étranger : 1 350 F (port avion 210 F en sus).

Pour les numéros publiés avant 1968, s'adresser à Kraus Reprint, Millwood, New York, 10546 USA.

Imprimerie Lienhart, F-07200 Aubenas.

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

Change, compétition et répartition des rôles entre monnaies

Cahiers de l'ISMÉA
Série *Relations économiques internationales*
P. n°33
Janvier 1996